

COMMUNIQUE DE PRESSE

Quelles politiques mémorielles en Europe pour le jour d'après

Huis Clos organisé par le Collège des Bernardins et le Forum Normandie pour la Paix

Entre le 24 et le 26 septembre 2024

Caen, le 26 septembre 2024

Introduction

1. Nous, experts ukrainiens et russes, membres de l'opposition russe en exil et experts internationaux, avons décidé de nous réunir afin d'émettre des propositions pour agir et avancer sur le chemin de la paix.

2. Convaincus que le régime de Vladimir Poutine s'effondrera, que l'Ukraine gagnera la guerre avec le soutien des forces démocratiques, nous pensons qu'il est de notre devoir de préparer, dès maintenant, l'avenir de la Russie pour une Europe en paix.

3. Nous reconnaissons que les régimes communistes ont commis des crimes, non pas simplement en Union soviétique, mais également en Europe centrale et au-delà.

Plusieurs diagnostics ont été posés

1. Outre leur caractère punitif, les procès ont une vertu symbolique et éducative : ils permettent de stopper l'impunité et de rétablir une forme de confiance civique. Nous sommes convaincus que c'est l'absence de jugement des crimes du communisme qui a permis à Poutine de lancer la guerre en Ukraine et qui empêche la Russie d'évoluer. Il n'y a pas eu de mise en place des outils de justice transitionnelle en Russie : pas de droit à la justice, ni à la vérité, ni aux réparations, ni de garantie de non-répétition, qui sont les 4 piliers de la justice transitionnelle.

4. Vladimir Poutine a organisé une amnésie collective de certains faits, tout autant qu'une hypermnésie pour d'autres faits sur le même schéma que Lénine et Staline avant lui : avec des victimes, des héros et des salauds.

C'est cet écueil sur lequel il faudra penser les choses autrement quand la guerre sera finie.

Nos Propositions

1. Nous, experts russes, experts internationaux et membres de l'opposition russe en exil, reconnaissons la responsabilité de l'Etat soviétique dans l'organisation du Holodomor (1932-1933), qui a fait plus de 4 millions de morts de faim en Ukraine, que l'on doit qualifier comme un génocide contre la nation ukrainienne.

Nous demandons que ce génocide, aujourd'hui fortement documenté, soit enfin reconnu par la Fédération de Russie, et internationalement.

Nous attendons que la Fédération de Russie reconnaisse de nouveau la supériorité du droit international sur le droit national, comme c'est le cas dans tout Etat démocratique.

2. Nous pensons qu'il faut prendre conscience de la réalité impériale de la culture russe et de ses effets, dont elle doit sortir, en travaillant notamment à des formations auprès des jeunes.

3. Nous constatons que le patriarcat de Moscou est devenu une organisation d'Etat qui promeut une religion civile apocalyptique et violente.

Pour aider cette Eglise à se réformer, nous devons nous inspirer des exemples qui ont fonctionné au 20^e siècle, en Allemagne ou en Pologne.

Par exemple, la Plateforme « Paix à tous » aide les prêtres pour leur position anti-guerre, plateforme russe, devrait faire l'objet d'un soutien européen.

Il est fondamental de raconter l'histoire authentique de l'Eglise russe et de ses compromissions avec l'Etat soviétique depuis 1927 et 1943.

Il faut condamner la destruction de tous les mouvements en faveur de l'identité nationale et les Eglises nationales en URSS et qui continue aujourd'hui dans les territoires occupés en Ukraine.

4. Nous souhaitons la création d'une commission internationale qui permette la mise en place d'un tribunal pour juger les crimes du communisme commis au XX^e siècle, en Europe et dans le bloc soviétique.

A cet égard, nous avons apprécié l'idée émise par la plateforme de la mémoire et de la conscience européenne, de créer un tribunal symbolique pour juger des crimes commis par le régime communiste. Nous pensons qu'il faut l'étudier plus en profondeur, notamment pour en définir plus précisément les limites géographiques et juridiques.

5. Nous avons trouvé un consensus sur la nécessité pour l'Etat Russe de réparer tous les crimes commis par le régime soviétique : réparation financière et morale, de façon proportionnelle selon les niveaux de responsabilité (individuelle, étatique et collective).

6. Nous sommes convaincus que l'archive est la preuve documentaire par excellence. Aussi, il faut dès maintenant travailler, dans chaque pays qui a été concerné, à la publication des documents d'archives. Il faudra créer des comités nationaux qui pourront faire des recherches dans les archives, en lien des commissions internationales qui travailleront ensemble à un document général sur les crimes commis.

7. Il convient de développer des formations, dès maintenant, pour former les jeunes, mais aussi éveiller et alerter les consciences de la population russe sur les événements et des crimes de l'Histoire.

Pour permettre la décontamination idéologique de la population, il faudra former les jeunes générations européennes, par un immense travail de pédagogie démocratique. On pourra prendre comme exemple l'expérience mise en place à Sighet, en Roumanie, avec des stages, des cycles de conférence, des prisons transformées en musées des dictatures communistes (une expérience soutenue par le Conseil de l'Europe).

8. Il est nécessaire de travailler, pour éviter la concurrence des mémoires, à l'élaboration de manuels scolaires européens établis par des historiens de tous ces pays, par un travail collectif en utilisant la méthode des regards croisés. Et en même temps, enseigner les valeurs de la démocratie, de la liberté et une culture mémorielle.

Nos propositions pour l'avenir

9. Pour ne pas répéter les erreurs du passé, il est indispensable, dès maintenant, de constituer les bases de données les plus fiables sur tous les crimes et les exactions commis par la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine.

10. Simultanément avec un travail de vérité et de justice, quand le temps sera venu, il faudra favoriser les échanges entre jeunes ukrainiens et russes, permettant, en partageant les souffrances, de ne pas être dans le ressentiment et la revanche, mais dans la projection d'un avenir de paix pour les jeunes générations.

11. Pour permettre ce travail de vérité et de réconciliation, il faudra l'engagement de toutes les parties prenantes : Etats, Régions, Communes, Associations civiles, mais aussi réseaux d'élus, d'anciens combattants, etc.

Personnes à contacter :

Antoine Arjakovsky & Valentine Tessier

+33 618600289

PRESS RELEASE

What memorial policies in Europe for the day after

Huis Clos organized by the Collège des Bernardins and the Normandy Forum for Peace

September 24-26, 2024

Caen, September 26, 2024

Introduction

1. We, Ukrainian and Russian experts, members of the Russian opposition in exile and international experts, have decided to come together to suggest proposals to act and move forward on the path to peace.
2. Convinced that Vladimir Putin's regime will collapse, that Ukraine will win the war with the support of democratic forces, we believe that it is our duty to prepare, from now on, the future of Russia for a Europe at peace.
3. We recognize that communist regimes have committed crimes, not only in the Soviet Union, but also in Central Europe and beyond.

Several diagnoses have been made

1. In addition to their punitive nature, trials have a symbolic and educational virtue: they help to stop impunity and restore a form of civic trust. We are convinced that it is the absence of judgment of the crimes of communism that allowed Putin to launch the war in Ukraine and that prevents Russia to advance. There has been no implementation of transitional justice tools in Russia: no right to justice, no right to truth, no right to reparations, no guarantee of non-repetition, which are the 4 pillars of transitional justice.

4. Vladimir Putin has organized a collective amnesia of certain facts, as well as a hypermnnesia for other facts in the same pattern as Lenin and Stalin before him: with victims, heroes and bastards.

This is the pitfall on which we will have to think differently when the war is over.

Our Suggestions

1. We, Russian experts, international experts and members of the Russian opposition in exile, recognize the responsibility of the Soviet state in organizing the Holodomor (1932-1933), which caused more than 4 million deaths from hunger in Ukraine, which must be qualified as a genocide against the Ukrainian nation.

We demand that this genocide, today well documented, be finally recognized by the Russian Federation, and internationally.

We expect the Russian Federation to recognize the superiority of international law over national law, as is the case in any democratic state.

2. We believe that we must become aware of the imperial reality of Russian culture and its effects, from which it must emerge, in particular by working on education for young people.

3. We state that the Moscow Patriarchate has become a state organization that promotes an apocalyptic and violent civil religion.

To help this Church reform itself, we should get inspiration from the examples that worked in the 20th century, in Germany or Poland.

For example, the Platform "Peace to All" helps priests for their anti-war position, a Russian platform, should be the subject of European support.

It is fundamental to tell the authentic story of the Russian Church and its compromises with the Soviet State since 1927 and 1943.

We must condemn the destruction of all movements in favor of national identity and national Churches in the USSR and which continues today in the occupied territories in Ukraine.

4. We hope for the creation of an international commission that will allow the establishment of a tribunal to judge the crimes of communism committed in the 20th century, in Europe and in the Soviet bloc.

In this regard, we appreciated the idea suggested by the Platform of Memory and European Conscience to create a symbolic tribunal to judge the crimes committed by the communist regime. We believe that it should be studied in more depth, particularly in order to define more precisely its geographical and legal limits.

5. We have reached a consensus on the need for the Russian State to repair all the crimes committed by the Soviet regime: financial and moral reparation, proportionally according to the levels of responsibility (individual, state and collective).

6. We are convinced that the archive is the documentary evidence par excellence.

Therefore, we must now work, in each country that has been concerned, on the publication of archival documents. It will be necessary to create national committees that will be able to do research in the archives, in connection with international commissions that will work together on a general document about the committed crimes.

7. Education should be developed, from now on, to educate young people, but also to raise awareness and to alert the consciences of the Russian population on the events and crimes of History.

To allow the ideological decontamination of the population, it will be necessary to educate the young European generations, through an immense work of democratic pedagogy. We can take as an example the experience set up in Sighet, Romania, with internships, conference cycles, prisons transformed into museums of communist dictatorships (an experience supported by the Council of Europe).

8. It is necessary to work, in order to avoid the competition of memories, on the development of European school textbooks established by historians from all these countries, through collective work using the method of crossed perspectives. And at the same time, to teach the values of democracy, freedom and a culture of memory.

Our suggestions for the future

9. In order not to repeat the mistakes of the past, it is essential, from now on, to establish the most reliable databases on all the crimes and abuses committed by Russia in the context of the war in Ukraine.

10. At the same time with work on truth and justice, when the time comes, it will be necessary to promote exchanges between young Ukrainians and Russians, allowing, by sharing the suffering, not to be in resentment and revenge, but in the projection of a future of peace for the young generations.

11. To enable this work of truth and reconciliation, the commitment of all stakeholders will be required: States, Regions, Municipalities, Civil Associations, but also networks of elected officials, veterans, etc.

Contact :

Antoine Arjakovsky & Valentine Tessier

+33 618600289